

Les changements du système alimentaire ... au bout de notre fourchette!

PAR FRÉDÉRIC PARÉ

Le programme d'agriculture écologique d'Équiterre permet aux Québécoises et aux Québécois de connaître et d'appliquer les bienfaits d'une agriculture et d'une alimentation plus écologiques et solidaires. Soutenant les aliments locaux, bio et issus de circuits courts et solidaires de mise en marché, les activités du programme d'Agriculture d'Équiterre encouragent la population à s'engager comme citoyens responsables. En plus du projet d'Agriculture soutenue par la communauté (ASC) qu'il coordonne, Équiterre contribue à développer de nouvelles initiatives, telles que les garderies et les cuisines collectives bio-locales. De plus, Équiterre intervient auprès des décideurs afin que les enjeux environnementaux et sociaux liés au système alimentaire soient pris en compte lors de l'adoption de politiques gouvernementales.

À la base de cette vision, il y a le développement durable. Quel est-il? C'est d'abord du développement de la réponse aux besoins essentiels des personnes humaines dont il est question. Or, s'il est des besoins fondamentaux, c'est bien ceux de boire et de manger. C'est là la finalité de ce développement. Le développement durable, c'est aussi le développement qui fait du capital ou de l'économie un moyen de ce développement, pas sa finalité. Enfin, le développement durable comporte aussi une condition, celle de l'environnement.

Pour arriver à réaliser et déployer cette vision du système alimentaire, Équiterre intervient par l'action (projets concrets et réels qui permettent aux citoyens d'agir),

par l'éducation (projets de campagnes de communication), par la recherche (afin de rendre les projets crédibles et novateurs) et par la représentation (rédaction de mémoires, de communiqués, et rencontres).

L'Agriculture soutenue par la communauté (ASC)

Le vent dans les voiles depuis dix ans Le Réseau de l'ASC permet à des producteurs biologiques du Québec de vendre à l'avance le fruit de leur récolte directement à des citoyens désirant tisser des liens solidaires avec le milieu agricole. Amorcé, en 1995, avec la ferme Cadet-Roussel, il en relie aujourd'hui 104 – 67 maraîchères, 15 d'élevage et 22 associées (qui offrent des denrées complémentaires aux fermes livrant des paniers bio, telles que du miel, du fromage, des huiles et des petits fruits) – à 8 600 familles, nourrissant ainsi environ 25 000 personnes.

Aux quatre coins du Québec

Le Réseau est maintenant présent dans 14 des 16 régions du Québec. Un réseau bien vivant, grâce notamment à la contribution de trois relais régionaux dynamiques. En effet, la région de l'Outaouais a connu son propre lancement de saison, le 2 avril 2005 à Hull, grâce à la collaboration du Conseil régional de l'environnement de l'Outaouais. Dans le Centre du Québec – Mauricie, c'est un groupe d'action bénévole d'Équiterre qui s'est chargé de distribuer les listes de fermes aux consommateurs intéressés. Quant aux citoyens de la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine, ils ont connu l'ASC grâce à une émission de télévision diffusée sur la chaîne locale et

réalisée par l'Union des producteurs agricoles de la région à l'été 2005.

Le rôle d'Équiterre

Le rôle d'Équiterre dans ce projet consiste à promouvoir cette formule auprès des citoyens et auprès des producteurs agricoles. Une liste des fermes annualisée est élaborée et diffusée à grande échelle (15 000 exemplaires). Des activités de presse sont également faites pour renforcer l'opération annuelle de communication. Équiterre assure également la promotion de la formule auprès des agriculteurs en assurant sa présence dans divers salons ou colloques consacrés aux producteurs bio mais aussi à l'ensemble des producteurs agricoles. Finalement, Équiterre cherche à soutenir les producteurs agricoles de ce réseau en leur offrant un service de formation, de mentorat et de visites de ferme et en réalisant divers travaux d'analyse économique (veille sur les prix de détail et sur les coûts de production).

Des fermiers de famille heureux

Équiterre, en collaboration avec la Fédération des groupes conseils agricoles du Québec, a réalisé une étude sur la viabilité financière des fermes d'ASC. Cette étude révèle que les fermes participantes ont, pour la plupart, dégagé un léger surplus financier par panier. Sur le plan financier, éducatif, environnemental et social, la formule de l'ASC apparaît plus pertinente que jamais.



Soutenant les aliments locaux, bio et issus de circuits courts et solidaires de mise en marché, les activités du programme d'Agriculture d'Équiterre encouragent la population à s'engager comme citoyens responsables.... À la base de cette vision, il y a le développement durable.

Récolte de carottes automnale à la ferme Cadet-Roussel à St-Grégoire, QC. La ferme approvisionne environ 300 familles en paniers hebdomadaires. Photographie : Vincenzo D'Alto.

Financement du travail d'Équiterre pour l'ASC

Entre 1995 et l'an 2000, le financement du réseau provenait d'une part des consommateurs et des fermiers (environ 30 %) et d'autre part de fondations privées comme McConnell, EJLB ou Metcalf.

Par la suite, avec l'augmentation du nombre de fermiers et de consommateurs, une stratégie visant un plus grand autofinancement a été élaborée, discutée et adoptée. Il faut préciser que tous ont été impliqués dans cette discussion : les fermiers, les consommateurs, le personnel et le conseil d'administration d'Équiterre. Ainsi, la participation des consommateurs est passée de 5 \$ (volontaire) à 10 \$ (obligatoire) et la part des fermiers a été essentiellement maintenue.

Après cette décision, le niveau d'autofinancement du projet ASC d'Équiterre a atteint les 65 %. La balance des fonds provenait alors du Programme de soutien au développement de l'agriculture biologique, un programme de subvention du ministère de l'agriculture du Québec. La difficulté de ce programme, c'est qu'il exige que de nouveaux projets soient réalisés et le travail d'Équiterre en ASC (recruter et mettre en relation les citoyens et les agriculteurs) n'a pas été reconnu par ce programme. Il a donc fallu réaliser de « petits nouveaux projets » liés à l'ASC, pour arriver à compléter le budget du projet d'ASC (Ex. : fiches pratiques expliquant l'ASC et le travail d'Équiterre, adressées aux agriculteurs, développement de liens avec des organisations en région pour la promotion de l'ASC, études sur les coûts de production en ASC (deux études ont été réalisées jusqu'à maintenant), etc.).

Ainsi, face aux difficultés d'utiliser le programme du Ministère, il a été décidé de ne plus l'utiliser afin de financer les activités régulières du réseau. Ainsi, l'apport des consommateurs et des fermiers a été modifié de nouveau.

Bon an mal an, les activités d'ASC coûtent environ 140 000 \$ par année. Nous percevons 120 000 \$ des familles (8 000 familles X 15 \$) et 20 000 \$ des fermiers (70 fermes en promotion sur la liste (sur 100 en tout) X 285 \$ (en moyenne)). Ces revenus couvrent 2,3

salaires à temps plein, des frais de promotion, de déplacement, d'impression de liste et de divers matériels, de la formation pour les producteurs. Nous avons beaucoup amélioré notre offre de service aux producteurs depuis trois ans (formation, visites de ferme, programmes de mentorat et d'accompagnement pour les nouveaux, bulletin de communication aux partenaires, recettes sur le web, un nouveau logo pour l'ASC, des sacs de coton offerts aux fermes pour leurs partenaires, etc.). Nous ne faisons plus de demandes de fonds au Programme de soutien au développement du bio du ministère de l'agriculture parce qu'il nous oblige à rajouter du travail (nouveaux projets).

À la base de cette vision, il y a le développement durable. Quel est-il? C'est d'abord du développement de la réponse aux besoins essentiels des personnes humaines dont il est question. Le développement durable, c'est aussi le développement qui fait du capital ou de l'économie un moyen de ce développement, pas sa finalité. Enfin, le développement durable comporte aussi une condition, celle de l'environnement.

Équiterre est d'avis que le support gouvernemental est inadéquat. Ainsi, il aurait lieu d'adopter des programmes qui n'excluent pas le travail récurrent et structurant comme celui que réalise Équiterre pour l'ASC. En somme, si les gouvernements sont sérieux lorsqu'ils prétendent s'adresser aux enjeux de la part des dépenses alimentaires qui revient aux agriculteurs, à la réduction des gaz à effets de serre, à la réduction du transport routier, ils reconnaîtraient rapidement et justement le travail d'Équiterre par l'ASC.

Le gouvernement du Québec a lancé une large consultation publique sur l'avenir de l'agriculture au Québec pour l'année 2006-2007. Équiterre a l'intention

d'y intervenir afin que le gouvernement, les consommateurs et les producteurs, reconnaissent l'agriculture écologique et les circuits courts et solidaires de mise en marché dans les politiques et pratiques afin de favoriser cette approche et la soutenir. Nous croyons fermement que l'ASC est une approche qui va dans le sens d'assurer une agriculture durable pour les générations futures et une sécurité alimentaire pour la population québécoise.

Des initiatives en croissance

Cuisines collectives bio-locales
Nouvelles cette année, les cuisines collectives bio sont un volet du projet

« Citoyennes et citoyens... A votre santé ! » du Regroupement des cuisines collectives du Québec. Ce projet de maillage alimentaire et éducatif vise à créer 20 nouveaux partenariats producteurs-consommateurs d'ici 2007 et est géré par Équiterre.

Cette année, cinq cuisines collectives, regroupant une trentaine de femmes, se sont approvisionnées auprès de fermes biologiques et locales. Elles ont cuisiné avec des produits de saison et augmenté, de façon significative, leur consommation de fruits et de légumes. Ces femmes ont partagé le fruit de leur expérience, contribuant ainsi à l'expansion du projet, et affirmé leur volonté d'être présentes au rendez-vous l'an prochain.

Ce projet contribue à présenter les aliments bio et locaux comme étant accessibles à tous, dans un milieu qui à priori les considère d'abord comme un bien de luxe. Même si la percée des aliments « bio » et locaux est plus difficile à faire dans ce milieu habitué à cuisiner avec des aliments donnés ou achetés à très bon marché, il demeure que l'expérience démontre que même si un système alimentaire est fondé sur l'écologie et la solidarité, il peut répondre aussi à l'enjeu de l'accessibilité économique.

Ces liens alimentaires sont établis de la même façon qu'avec les familles partenaires d'une ferme d'ASC ou par un mode d'approvisionnement « par commande » plutôt que « surprise ». Les groupes de cuisines collectives reçoivent les légumes de la ferme à toutes les semaines, de juillet à novembre, parfois jusqu'au mois de mars dans le cas des fermes qui offrent des paniers d'hiver (légumes racines et courges).

Garderies bio-locales

Le projet des garderies bio-locales vise à faciliter l'approvisionnement des centres de la petite enfance (CPE) en aliments biologiques et locaux ainsi qu'à sensibiliser les enfants et les adultes autour d'eux aux diverses facettes de l'activité agricole et à ses liens avec la santé et l'environnement.

D'abord projet-pilote en 2002, reliant quatre fermes du Réseau de l'ASC et cinq CPE, il a réuni, en 2006, 44 CPE, trois services de garde en milieu familial et 19 fermes. Présent maintenant dans huit régions du Québec, il a permis à plus de 3 000 jeunes enfants de trouver légumes et fruits « bio » et locaux dans leur assiette durant toute la belle saison.

Ce projet comporte donc à la fois un lien alimentaire établi avec une ferme mais aussi un volet éducatif. Des visites à la ferme ont été réalisées et une mallette éducative est offerte aux éducatrices. Cette mallette contient divers outils éducatifs comme des marionnettes, des casse-tête, un petit terrarium, des livres d'histoire et un jeu de société. Cette mallette s'appelle « Ça grouille dans mon jardin écologique ». Enfin, un atelier pour

les parents a été élaboré et offert afin de les renseigner sur les liens entre l'agriculture et l'environnement, la santé et l'économie.

Des enjeux d'importance

Coalition pour la protection du territoire agricole

Équiterre s'est joint à la Coalition pour la protection du territoire agricole, soulignant ainsi la nécessité d'agir rapidement afin de préserver les territoires cultivables – qui représentent moins de 2 % du territoire québécois – menacés entre autres par les projets de développement autoroutier dans la grande région de Montréal. Selon notre évaluation, 2 000 hectares menacés à terme par le seul projet de prolongement de l'autoroute 25, permettraient, s'ils étaient protégés et valorisés par la formule de l'ASC, de nourrir en paniers de légumes bio-locaux-solidaires, chaque année pendant 52 semaines, 38 500 familles.

Nourrir Montréal

Dans un contexte où de plus en plus de Montréalais font appel à des banques alimentaires et où l'on assiste à l'apparition d'une alimentation à deux vitesses, l'intervention en sécurité alimentaire devient prioritaire. Voilà pourquoi, depuis plus d'un an, Équiterre a joué un rôle très actif dans la création du Conseil pour une alimentation de qualité pour tous, Nourrir Montréal, une instance de concertation et de mobilisation des acteurs du milieu qui a vu le jour le 29 novembre dernier. En plus de souligner l'importance que tous les citoyens puissent compter sur un revenu adéquat pour s'alimenter, Équiterre oeuvre au sein de cette table de concertation afin que la réflexion et l'action soient également tournées vers le système alimentaire lui-même comme source d'insécurité alimentaire.

Coalition pour la gestion de l'offre

Équiterre a également et récemment joint une large coalition d'organisations et personnalités en marche afin que les réglementations québécoise et canadienne sur la gestion de l'offre soient protégées dans le contexte des négociations actuelles de l'Organisation mondiale du commerce. La gestion de l'offre permet en effet de

« sortir » certaines productions agricoles et aliments de la logique du marché en fixant un prix pour les producteurs agricoles et pour les consommateurs et en fermant le marché sur leur territoire. Bien qu'il comporte certaines failles, ce mécanisme demeure hautement pertinent à l'heure de la mondialisation.

La campagne « L'achat local, toujours en tête! »

La campagne « L'achat local, toujours en tête », invite les consommateurs à faire une plus large place dans leur panier d'épicerie aux aliments de leur région. Équiterre définit ainsi cette campagne :

- réduction du kilométrage parcouru par les aliments et donc moins d'émissions de gaz à effet de serre,
- protection du tissu économique et social des communautés rurales et périurbaines,
- maintien des fermes familiales dans toutes les régions du Québec,
- assurer notre autonomie et sécurité alimentaire

Les dix dernières années démontrent que de plus en plus de consommateurs et de fermiers adoptent une approche écologique de la production agricole. Même si cette approche est toujours marginale par rapport à l'ensemble de la production agricole, le chemin parcouru est fort encourageant. Comme la population est de plus en plus consciente de la nécessité de réduire la production de gaz à effets de serre, et en même temps réalise l'importance de maintenir des communautés locales viables, nous sommes plutôt optimistes pour l'avenir, même si des efforts très importants restent à faire.



FRÉDÉRIC PARÉ est agronome et détient une maîtrise en gestion et développement de coopératives. Il oeuvre dans le secteur de l'agriculture et de l'alimentation depuis 20 ans, soit à la barre de coopératives agricoles, d'une organisation de certification de produits bio et depuis 6 ans, à la coordination du programme Agriculture et alimentation d'Équiterre (www.equiterre.qc.ca/agriculture). Frédéric représente Équiterre au sein d'organisations nationales impliquées dans les dossiers de la ruralité, de l'agriculture ou de l'alimentation et prononce régulièrement diverses conférences sur ces sujets.